



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Direction des Politiques Economique et Internationale
Service de la Production et des Marchés
Sous-direction de l'Elevage et des Produits Animaux
Bureau des bovins et des ovins

Adresse : 3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP

Suivi par : Jean Chibon

Tél : 01.49.55.46.46 - Fax : 01.49.55.80.26

Réf. interne :

Réf. Classement :

CIRCULAIRE
DPEI/SDEPA/C2006-4036

Date: 03 mai 2006

Date de mise en application : immédiate

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche

à

Monsieur le Directeur
de l'Office de l'Elevage

📎 Nombre d'annexes: 2

**Objet : soutien au secteur de l'engraissement des bovins
destinés à la boucherie**

Résumé : la présente circulaire précise les modalités du soutien forfaitaire apporté par l'Office de l'élevage dans le cadre des aides *de minimis* aux exploitations agricoles qui créent ou agrandissent un atelier d'engraissement de bovins

Base réglementaire : règlement (CE) N° 1860/2004 de la Commission du 6 octobre 2004 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides *de minimis* dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche

MOTS-CLES : office de l'élevage, filière bovine, engraissement, de minimis

Destinataires	
Pour exécution : Monsieur le Directeur de l'Office national interprofessionnel de l'élevage et de ses productions	Pour information : <ul style="list-style-type: none">- Mesdames et Messieurs les Préfets de Région- Mesdames et Messieurs les Préfets de Département- Mesdames et Messieurs les Directeurs Régionaux de l'Agriculture et de la Forêt- Mesdames et Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt

1. Exposé des motifs

La filière viande bovine française comprend plusieurs productions complémentaires qui permettent son équilibre économique global et qui contribuent à la dynamique socio-économique de nombreuses régions.

Parmi ces productions, l'engraissement est particulièrement soumis aux aléas du marché dans la mesure où les fluctuations peuvent concerner les prix du "maigre" et les prix du "gras". Dans ces conditions, les initiatives des éleveurs destinées à augmenter la dimension économique de leur atelier d'engraissement doivent être encouragées. Toutefois, pour gagner en organisation et en professionnalisation et pour garantir les débouchés des produits, les projets des éleveurs doivent impliquer les organisations de producteurs.

Dans le cadre du dispositif faisant l'objet de la présente circulaire, l'engraissement se définit comme l'élevage de jeunes animaux mâles (castrés ou non castrés) et/ou de génisses destinés à la boucherie.

2. Bénéficiaires de l'action

Les bénéficiaires de l'aide sont les éleveurs "nouveaux investisseurs" dans l'engraissement tel que défini ci-dessus. Un nouvel investisseur est un éleveur créant ou augmentant une capacité de production en engraissement et qui :

- adhère à une organisation de producteurs (OP) reconnue mettant en place un dispositif de sécurisation au bénéfice des éleveurs nouveaux investisseurs dans l'engraissement en partenariat avec une entreprise d'abattage,
- contractualise avec son OP pour au moins 5 ans pour participer au dispositif de sécurisation et pour la commercialisation de sa production correspondant au moins au nouvel investissement, cette production devant être abattue dans l'entreprise d'aval partenaire du dispositif de sécurisation,
- développe sa capacité de production¹ après le 1^{er} janvier 2006 d'au moins 50 places nouvelles. Ces places nouvelles peuvent concerner 3 catégories d'animaux : jeunes bovins mâles non castrés, jeunes bovins mâles castrés et/ou génisses. Plusieurs de ces catégories peuvent être présentes dans le même projet dès lors que le total des places nouvelles s'élève au minimum à 50. Toutefois, si des jeunes bovins mâles non castrés sont concernés, la capacité totale de l'atelier d'engraissement, toutes catégories confondues, devra s'élever au minimum à 100 places après augmentation.
- met à l'engraissement le nombre d'animaux correspondant à la nouvelle capacité totale avant le 31 décembre 2006.

3. Montant et nature de l'aide

L'enveloppe globale réservée à cette mesure en 2006 est au maximum de six cents mille euros.

Les éleveurs répondant aux conditions énoncées au point précédent peuvent être attributaires d'une aide au titre du présent dispositif d'un montant forfaitaire maximum de 2 000 € quel que soit le statut juridique de l'exploitation et le nombre des associés. La "transparence" des GAEC ne s'applique pas.

Cette aide est versée au titre du règlement (CE) N° 1860/2004 de la Commission concernant les aides *de minimis* dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche.

¹ L'accroissement de la capacité de production se mesure par comparaison entre la capacité initiale et la capacité totale. La capacité initiale sera vérifiée à partir des primes à l'abattage (moyenne annuelle des primes à l'abattage perçues au titre des campagnes 2004 et 2005 pour les catégories d'animaux concernées).

4. Modalités

L'Office de l'élevage est chargé de l'instruction, du paiement et du contrôle des demandes d'aide.

Sont recevables les demandes des éleveurs transmises à l'office par l'intermédiaire de l'OP avec laquelle ils contractualisent.

Les OP centralisent les demandes de leurs adhérents, les visent, établissent l'état récapitulatif et transmettent à l'office les documents suivants :

- 1 formulaire de demande par éleveur co-signé par le demandeur (le gérant en cas de société ; tous les associés en cas de GAEC) et par le président de l'OP sur le modèle joint en annexe,
- 1 relevé d'identité bancaire par éleveur,
- 1 récapitulatif des demandes transmises visé par le président de l'OP sur le modèle joint en annexe,
- le règlement de fonctionnement du dispositif de sécurisation mis en place au sein de l'OP.

L'office instruit les demandes et verse aux éleveurs le forfait précisé au point 3 en tenant compte de l'ordre de réception des dossiers et dans la limite des moyens financiers disponibles. L'office informe les bénéficiaires de la nature *de minimis* de l'aide. Le forfait doit être réduit en deçà de 2 000 € si le bénéficiaire a déjà été attributaire d'une aide *de minimis* de plus de 1 000 € dans la période de 3 ans (1^{er} janvier 2005 – 1^{er} janvier 2008) définie par le règlement (CE) N° 1860/2004 de la Commission.

5. Contrôles

L'office contrôle de manière systématique l'intégralité des pièces justificatives prévues par la présente circulaire. L'office ou les agents mandatés par lui sont susceptibles de réaliser tout contrôle relatif au respect de la présente circulaire.

A cette fin, les éleveurs et les OP doivent communiquer tout document justificatif qui leur serait demandé et faciliter toute vérification. Ils doivent s'engager à conserver pendant 10 ans l'ensemble des documents et justificatifs correspondants.

En cas de non-respect des engagements, l'office peut suspendre les paiements en cours et, après respect d'une procédure contradictoire, demander, le cas échéant, le remboursement des sommes indûment perçues.

Jean-Marie AURAND

Directeur des Politiques Economique et Internationale

Formulaire de demande d'aide au soutien à l'engraissement des bovins destinés à la boucherie

L'exploitation

N° PACAGE :

Adresse (domicile) :

Code postal : Commune :

Si l'adresse du siège d'exploitation est différente, précisez :

Nombre de Primes à l'abattage perçues	2004	2005
Gros bovins mâles		
Génisses		

L'éleveur

Exploitation individuelle

NOM : Prénom :

Exploitation sous forme sociétaire

Raison sociale :

Associés du GAEC:

Nom et prénom : Nom et prénom :

Nom et prénom : Nom et prénom :

① L'éleveur, dont les coordonnées sont indiquées ci-dessus, certifie :

- être adhérent de l'organisation de producteurs (OP) dénommée
- avoir adhéré au dispositif de sécurisation de l'engraissement mis en place contractuellement au sein de l'OP au bénéfice des nouveaux investisseurs dans l'engraissement
- mettre à l'engraissement un nombre d'animaux correspondant à la capacité totale de l'atelier précisée ci-après :

Descriptif de l'atelier d'engraissement :

En nombre de places	Capacité de l'atelier avant investissement	Capacité nouvelle	Capacité totale de l'atelier
Jeunes bovins mâles			
Bovins castrés			
Génisses			

② L'aide sollicitée est une aide *de minimis* au sens du règlement (CE) N° 1860/2004. L'éleveur signataire de la présente demande atteste avoir bénéficié de€ au titre des aides *de minimis*.

Je certifie l'exactitude des informations fournies. Fait àle.....,

Signature du ou des éleveur(s)
(pour les formes sociétaires, signature de tous les associés)

JOINDRE UN RIB

L'organisation de producteursreconnue par arrêté du
représentée par son Présidentatteste de l'exactitude des
renseignements mentionnés ci-dessus sous ①. Fait àle.....,
Signature du Président de l'OP (signature et cachet)

Des contrôles a priori ou a posteriori peuvent être réalisés au siège de l'exploitation ou de l'OP. En cas de déclaration erronée, l'Office pourra demander le remboursement de l'aide.

